

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 653 mardi 9 MARS 2010

Tocqueville Magazine est catholique.

Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

Le 9 mars est la fête de Sainte Françoise Romaine. Elle était très familière avec son ange gardien. En 1414 elle fut très charitable avec les malades lors d'une épidémie de peste qui ravagea Rome. Ses dernières paroles furent : « Je parle à mon ange gardien qui vient d'arriver. Il me dit que son travail près de moi est maintenant terminé. Ensemble, nous allons partir vers le Ciel ».

EDITO

LE GRAND PARIS

Nous avons déjà dit que l'idée complètement folle du grand Paris va ruiner les parisiens mais également les provinciaux. D'abord, l'on va créer une superstructure d'organismes. Le président de la république a dit qu'il faudra aboutir à une entité métropolitaine comme c'est le cas du Grand Londres de New York. Il y a déjà au moins deux organismes en vue : la société du Grand Paris ou l'atelier des architectes.

La ruine viendra par les impôts, les réglementations, les emprunts et les luxueux « fromages » que les politiques se disputent déjà.

Personne ne parle des 15 ans de désordre dans les rues à cause des travaux gigantesques à accomplir. N'oublions pas non plus l'insécurité qui va se développer alors que l'État laisse l'insécurité s'étendre comme une lèpre partout.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

DEPUTES ABUSIFS

Les députés toutes tendances confondues ont voté l'incroyable et scandaleuse disposition suivante. Après 5 ans d'indemnités, un député non réélu touchera sa vie durant 1390 euros soit 20 % de l'indemnité totale de 6953 euros.

Nous ignorons si, le moment venu, la retraite s'ajoutera à cette nouvelle forme de banditisme d'Etat.

Nous avons souvent dit que l'enrichissement personnel indu des politiques et de leur entourage coûte, chaque année, de cinq à dix % du PIB.

COURRIER DES LECTEURS

Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs.

DESINDUSTRIALISATION BIS

Excellent sur Le Pilori 2010-04 d' avril.

tête de liste de la Ligue du Midi dans l' Aude aux élections régionales, nous avons pour programme: le gel et la baisse des impôts, la suppression des dépenses de communication (25 % du budget régional!), l'optimisation budgétaire par la réallocation budgétaire, le redéploiement voire le licenciement du personnel, l' arrêt des subventions aux associations, la fixation d' objectifs quantitatifs et qualitatifs au personnel régional et à toutes les dépenses et à tous les investissements de la région à atteindre et dépasser sous peine de suppression.

Fernand Cortès

Ce n'est pas la peine de chercher "midi à quatorze heures"! La France a toujours eu une imagination scientifique fertile et même exceptionnelle tant en recherche mathématique et ses conséquences dans tous les autres domaines: médecine, ouvrages d'art, constructions aéronautiques, navales, etc...

En revanche, notre population n'a pas dans ses tripes de culture industrielle et ceux qui l'ont furent matraqués au plan fiscal depuis toujours (les entreprises ne sont pas des

électeurs!..), ce à quoi il faut ajouter une mentalité imprégnée profondément de "culture" marxiste plus qu'aucun autre pays en Europe et comparativement à l'Allemagne en particulier!..

Sans oublier la géographie...Les créations industrielles proches des côtes sont artificielles (sauf bien sûr la construction navale!!) . Mais les régions au climat rude aux longs hivers enfermés à l'abri sont beaucoup plus propices au développement industriel (cf les "décolleteurs" de Savoie, l'industrie horlogère..), à l'instar des Suisses ou des Allemands!

Cette aversion atavique pour l'usine a exigé des compensations matérielles exceptionnelles totalement obsolètes à notre époque de concurrence mondiale! Tous nos gouvernants auront beau faire en montages financiers divers, les mentalités ne pourront évoluer qu'en subissant des conditions matérielles comparables à celles subies sous l'occupation allemande!

A noter que les Britanniques se sont un peu comportés comme nous, à ceci près qu'ils ont toujours été tournés vers la mer..alors que les Français ont une mentalité de base paysanne!

Et comme ces Britanniques ont su conquérir le monde pour le coloniser et le faire travailler pour les tâches basement matérielles, ils ont su en retirer de confortables profits et faire de Londres la place financière mondiale qui subsiste aujourd'hui!...Sans oublier que c'est cette même culture britannique qui a su faire des USA la première puissance mondiale de façon durable jusqu'à nos jours. A comparer avec nos civilisations latines qui ont prospéré sur le continent sud-américain en prenant largement un siècle de retard sur l'Amérique du Nord!!

Patrick Barbé

Cher Monsieur

Votre article m'a fait bien plaisir !

Nous n'avons qu'à faire d'un ministère de l'industrie, comme de nombreux autres. Depuis longtemps je préconise de supprimer tous ces ministères non seulement inutiles mais nocifs

Il ne faudrait conserver que ce qui protège, mais effectivement, nos personnes et nos biens, à l'intérieur et à l'extérieur. Seuls quelques rares ministères subsisteraient : Intérieur avec la gestion de la police, Extérieur et Justice. Les fonctionnaires devenus sans-emploi par la suppression des ministères inutiles, seraient reversés à la Police, qui devrait être omniprésente et très efficace. Le départ à la retraite

anticipée diminuerait le nombre de fonctionnaires devenus inutiles. N'oublions pas que nous avons près de 6 millions de fonctionnaires là où l'Allemagne atteint à peine les 3 millions pour une population plus importante !

Le budget de l'État finirait par arriver à ne plus dépasser les 3 % de déficit toléré, pour finalement tendre, enfin, vers l'équilibre. Notre pays perdrait enfin sa place du pays où les prélèvements sont les plus élevés ! Il pourrait même redevenir intéressant pour les investissements étrangers !

Bien Amicalement.

Bernard.

Pour moi, le grand crime est d'avoir supprimé de façon inconsidérée, les barrières douanières. Dès que quelqu'un parle d'en remettre, sa position est tout de suite caricaturée. En fait, il me semble qu'il faudrait remettre sur les produits importés, des taxes qui les mettent à 5% moins cher que les produits locaux. Ils auraient ainsi un petit avantage sur les produits de l'industrie locale, mais ceux-ci auraient l'avantage de la proximité, ce qui est intéressant pour le service après vente et ce serait une incitation au patriotisme économique. Aujourd'hui, ce sont les importateurs et les détaillants qui s'en mettent plein les poches. Ils se moquent pas mal de tous les gens qu'ils maintiennent au chômage. En outre, cela déclencherait une saine émulation à la qualité, ce qui est le contraire aujourd'hui. Au fond, ma proposition viserait à établir un vrai commerce équitable. Actuellement, le commerce équitable ne l'est souvent que de nom. J'ai acheté deux fois, du café de ce commerce: il était imbuvable, malgré un prix particulièrement élevé. Toutes mes salutations.

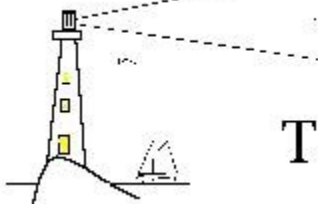
EVRARD

CITATION

RIVAROL

« Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir »

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 8 MARS 2010

DESINDUSTRIALISATION BIS

Nous voici obligés de reparler de la désindustrialisation et c'est à propos du programme gouvernemental pour soi-disant la contrer.

Cette tragi-comédie illustre parfaitement l'un des principes de la « République Fromagère ». Si l'économie véritable était enseignée dans les écoles, les élèves devraient le connaître par cœur ; voici son texte :

« Quand les Hommes de l'État ont créé des chaînes de calamités, ils mettent au point de nouvelles calamités pour prétendument réparer les erreurs qu'ils ont faites ».

Rappelons d'abord que depuis 2000, la France a perdu un demi-million d'emplois dans l'industrie qui n'emploie plus que treize % de la population active contre 16 % 10 ans plus tôt. De l'aveu même du président, la France est devenue le grand pays européen le plus désindustrialisé. Voyons maintenant les nouvelles calamités qui nous sont promises sous forme de prétendus remèdes.

D'abord la prolongation de la grande parlotte nationale dénommée « Etats généraux de l'industrie » . Le président le 4 mars était venu à Marignane pour clore cette grande parlotte. Au lieu de cela il a annoncé sa prolongation. Il est décidé de créer une conférence nationale de l'industrie qui continuera les travaux et rassemblera entreprises, salariés, filières et membres du gouvernement. La catastrophe qui s'abat sur l'économie par suite de ces grandes parlottes vient d'abord des impôts destructeurs qu'elles déclenchent par leur coût ; il s'ajoute des déperditions d'énergie dissipée sans limite dans des discussions parfaitement inutiles : pour mémoire, c'est 5000 personnes de grande qualité et fort coûteuses qui ont participé à ces

Etats généraux, pour faire dans le plus grand désordre 800 propositions. Le tout agit comme un tsunami sur le PIB. La vérité dans la gestion, soit à long terme soit à court terme,

de l'industrie ne tombera jamais d'en haut. La seule façon de gouverner l'industrie est de laisser les patrons décider de la gestion courante et de l'avenir de leur entreprise, ceci dans le cadre de contrats librement négociés.

La mise en place d'une politique sectorielle est annoncée. Déterminé à soutenir les secteurs les plus prometteurs comme la chimie, le logiciel, l'agroalimentaire, l'électronique, le président a prévu la désignation pour chaque filière d'une instance de réflexion stratégique et d'échanges. À la parlotte nationale s'ajoute maintenant des parlottes de détail. Que signifie une « instance » sinon la naissance d'une nouvelle « bureaucratie » ?

Surprise : d'ici fin mars il sera nommé un médiateur de la sous-traitance : gloire au futur et riche camarade qui héritera de ce hochet. L'on croit comprendre qu'il encouragera les industriels à localiser leurs sous-traitances en France. Dans la logomachie gouvernementale l'on parle souvent de signal fort ; voici un signal fort envoyé à tous les investisseurs du monde entier et même aux plus lointains pour leur signifier qu'il ne faut surtout pas investir en France, car ils ne seront pas maîtres du choix de leurs sous-traitants et de la politique à mener avec eux.

Le gouvernement est appelé à repenser en profondeur la fiscalité de l'épargne pour l'encourager à s'orienter vers le financement des fonds propres des entreprises. Il serait créé un livret épargne industrie, en forme d'usine à gaz, avec probablement des avantages fiscaux. Quand il y a avantage fiscal dans un investissement il est en général capté par les intermédiaires. La seule façon de financer l'industrie est de laisser la liberté à l'épargne de s'orienter vers ses meilleurs choix.

Enfin il est prévu que l'État revoit profondément son rôle d'actionnaire, des fonctionnaires devant intervenir davantage dans la gestion des entreprises où l'État a des participations. Cela veut dire simplement que l'on va renforcer la quasi nationalisation de certaines entreprises, ce qui est le contraire de ce qu'il faut faire, car aucun fonctionnaire n'a une compétence quelconque dans le domaine de l'industrie.

Il est prévu aussi un pacte pour une Europe industrielle : quesaco !

Plusieurs fonds sont prévus, dont un fonds start-up universités-grandes écoles et un fonds d'investissement France-brevets. L'État est ruiné par la politique dirigiste et n'a plus d'argent ; ces futurs fonds et même si c'est pour de modestes sommes ne feront qu'accélérer la ruine générale.

Des mesures écologiques sont prévues dont un « prêt vert » ; leur effet sera de paralyser encore plus les industriels ceci pour des raisons purement électoralistes !

Après quelques mâles déclarations et les futures calamités étant bien lancées, le dossier a été vite refermé.

Les journaux se sont remplis à nouveau des élections régionales, seul sujet qui intéresse vraiment le gouvernement. Les investisseurs grands ou petits constatent avec effroi qu'il n'y a aucune différence entre les équipes en présence. Le programme des uns et des autres

est de continuer à ruiner les populations par les dépenses extravagantes des régions avec leurs impôts et leur endettement dans une course folle.

En fait chaque équipe rêve d'obtenir sinon la totalité tout au moins une partie des avantages scandaleux et multiples réservés aux futurs et abusifs élus.

C'est seulement une bataille pour le « butain » de la République

Michel de Poncins

REVUE DE PRESSE

LA MORALE A L'ECOLE

Les gouvernements immoraux que nous avons veulent apprendre le civisme aux enfants. Alain Sanders, journaliste à Présent, a trouvé dans sa bibliothèque un petit manuel intitulé « sommaire des leçons de morale à l'école primaire ».

On y lit ceci « la morale est la science des bonnes moeurs. C'est l'ensemble des règles qui doivent diriger des activités libres de l'homme. Le but de la morale est de nous apprendre à connaître nos devoirs et de nous engager à les remplir ».

et plus loin : « le devoir s'oppose aux passions malsaines qui diminuent et rabaisent l'activité humaine... le devoir peut-être un sacrifice et c'est précisément ce qui en fait le mérite... l'honnête homme place le devoir avant tout : tous ses efforts tendent à le remplir entièrement. Quiconque recule devant le devoir déserte son poste et commet une lâcheté »

BREVES ET LONGUES

IMMIGRATION-CONFUSION

Nous sommes en période de carême et, bien évidemment, la charité commande d'accueillir l'étranger et au besoin de le loger ou de le nourrir. Mais il faut bien savoir que la charité ne peut être qu'individuelle. En fait, dans une société bien organisée l'étranger ne pourrait

venir que s'il a de quoi se loger ou se nourrir ou que quelqu'un peut l'inviter chez lui et l'aider.

La pratique de beaucoup d'États est tout à fait différente. Ouvrant toutes grandes les portes de l'aide sociale ils attirent des populations qui seraient bien mieux en restant chez elles. Il s'agit en fait d'une sorte de déportation financière qui profite uniquement au business des passeurs.

Malheureusement cela n'empêche pas le conseil des églises chrétiennes en France à l'occasion du premier dimanche de carême d'avoir appuyé cette politique. L'énormité suivante a été écrite : « Chaque fois que cela est nécessaire, nous vous engageons à aborder la question des migrations avec les autorités locales ; elles ont besoin d'être encouragées dans leur choix politique pour que notre pays reste une terre d'accueil ».

LA FOLIE DES ALLEMANDS

La presse célèbre souvent la prétendue sagesse des Allemands concernant les déficits budgétaires et l'oppose à la légèreté des Français. Peut-être y a-t-il une différence mais la folie règne aussi outre-Rhin. C'est ainsi que l'on présente volontiers comme un signe de bonne volonté une disposition prise en juin 2009 par les députés qui ont adopté une loi inscrite dans la constitution fixant un retour à l'équilibre des comptes publics d'ici à 2016 !

Cela veut dire évidemment : jamais.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

RETRAITES

Une parlotte nationale parfaitement inutile se déroule à propos des retraites.

L'association « Sauvegarde des retraites » communique sur un nouvel acte de banditisme d'Etat en préparation.

C'est un pillage en règle. L'opération doit consister à siphonner plusieurs milliards d'euros dans les caisses complémentaires des salariés du privé (Agirc-Arrco), pour alimenter le régime des fonctionnaires contractuels et des élus (Ircantec). Alors que les prestations servies par l'Ircantec sont près de deux fois meilleures que celles des régimes de droit commun, Agirc et Arrco, à cotisation égale. Pour reprendre l'expression, très juste, du journaliste de l'hebdomadaire « Le Point » qui a repris l'étude de Sauvegarde Retraites, «

c'est Robin des bois à l'envers » : on vole aux pauvres pour donner aux riches !

L'Ircantec est-elle en si mauvaise situation financière ?

Pour mettre en œuvre ce plan honteux, l'État prétexte du changement de statut de La Poste qui devient une société anonyme (SA). Les nouveaux embauchés de cette entreprise publique vont être affiliés, non plus à l'Ircantec, mais à l'Agirc-Arrco. Or, les administrateurs de l'Ircantec estiment avoir un droit de propriété sur les futurs embauchés de La Poste pendant 50 ans – un demi-siècle ! Entendez bien : « un droit de propriété sur des cotisants » dont, au surplus, beaucoup ne sont pas encore nés !

Bien que l'Ircantec ait eu la chance, au cours des dix dernières années, de recueillir 643 000 nouveaux cotisants, cette caisse est incapable, aujourd'hui, d'assumer financièrement le niveau des prestations qu'elle accorde à ses affiliés. Pour préserver coûte que coûte ces avantages, la solution de facilité consiste alors à puiser, à pleines mains, dans les autres caisses de retraite...

Et comment expliquez-vous que personne n'ait réagi ?

Cela paraît effectivement invraisemblable et c'est la question que nous nous sommes posée. Pour autant, quand on regarde de plus près, on s'aperçoit que tous les protagonistes de cette affaire y trouvent un intérêt. L'État s'est engagé à « sécuriser » le régime de retraite Ircantec auquel est affiliée une partie des fonctionnaires. Dans ce contexte, la ponction opérée dans les caisses Agirc-Arrco lui apporte un ballon d'oxygène. Les syndicats sont majoritairement dirigés par des fonctionnaires. Leur priorité est donc de préserver les avantages des agents publics, même au détriment des salariés du privé.

Par exemple, on serait en droit d'attendre que le syndicat des cadres, la CFE-CGC, réagisse pour défendre les intérêts de l'Agirc, c'est-à-dire la retraite complémentaire des cadres. Mais c'est sans compter sur le fait que la CFE-CGC assure la présidence de l'Ircantec ! Enfin, le principe même de cette ponction a été voté et donc validé au Sénat par le biais d'un amendement déposé lors des dernières discussions sur la loi relative au changement de statut de La Poste. Ce n'est pas un hasard : la Haute assemblée est élue au suffrage universel indirect par les élus locaux. Élus qui sont tous, en tant que tels, affiliés à l'Ircantec... Au bout du compte, tous se sont mis d'accord pour nous tondre la laine sur le dos !

Que peut-on faire pour empêcher ce hold-up d'État ?

On ne peut pas rester les bras croisés. Maintenant, que l'information a été dévoilée, il faut absolument la diffuser. À Sauvegarde Retraites, nous avons lancé une campagne auprès de tous les médias. L'hebdomadaire « Le Point » a déjà relayé l'information et ce n'est qu'un début. Nous nous sommes également adressés directement au Président de la République, au Premier ministre, au ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, qui a manigancé, en bonne partie, cette opération.

Nous avons également interpellé tous les parlementaires, les 577 députés et les 331 sénateurs, les administrateurs des caisses de retraite, pour qu'ils renoncent à cette funeste entreprise. Les 87 000 membres de Sauvegarde Retraites vont être mobilisés, nous allons lancer une pétition nationale par courrier et par Internet. Enfin, il faut que chacun, à son

échelle, informe ses proches et ses connaissances de ce scandale. Nous ne devons négliger aucun moyen d'action. Nous pouvons réussir. Si un tel scandale éclate au grand jour, je doute que nos politiques puissent l'assumer électoralement...

VERS LA GUERRE CIVILE ?

Selon Niall Ferguson, une guerre civile opposera prochainement en Europe les immigrés musulmans aux populations de souche. La question de l'Islam est maintenant abordée un peu partout y compris publiquement dans les hautes sphères du pouvoir économique...

Au cours d'un briefing réservé aux cadres supérieurs d'une grande banque d'affaires internationale, Niall Ferguson, historien très en vogue dans les pays anglo-saxons, a parlé de la quasi-colonisation de l'Europe par les populations immigrées.

Il a prédit qu'une guerre civile opposera prochainement en Europe les immigrés musulmans aux populations de souche vieillissantes. Selon lui, le résultat sera exactement le même que si les Maures avaient battu Charles Martel à la bataille de Poitiers en l' an de grâce 732.

Niall Ferguson est un historien britannique de 43 ans diplômé d'Oxford et titulaire d'une chaire de professeur à Harvard. Il a acquis une très grande notoriété auprès du public anglo-saxon grâce à ses livres et ses documentaires télévisés, et a été classé par le magazine Time parmi les 100 personnalités les plus influentes du monde. Ce n'est ni un fou, ni un imbécile, ni un extrémiste.

C'est un type qui s'est taillé une réputation en béton grâce à son intelligence, sa puissance de travail, et sa capacité à replacer les interrogations contemporaines dans une perspective historique longue.

Un banquier a demandé de but en blanc s'il allait y avoir une guerre en Europe. Voici la traduction de la réponse de Niall Ferguson :

"Je ne crois pas qu'on puisse imaginer un scénario de guerre européenne au sens classique de l'éclatement de l'Union Européenne et de la réémergence des Etats-Nations -comme en 1914 ou 1939.

L'instabilité de l'Europe est plus à même de provenir de cette autre tendance démographique qui est la quasi-colonisation de l'Europe par des populations immigrées qui sont culturellement très différentes et dans certains cas très hostiles ou résistantes à l'intégration et à l'assimilation.

L'Europe a changé fondamentalement, ça ne va plus être comme ça l'était avant, un endroit rempli de populations européennes, principalement chrétiennes, se reproduisant rapidement. C'est en train de changer radicalement, ça nous ramène encore plus en arrière que je ne l'ai fait dans ma présentation. On nous ramène au temps de l'Alhambra de Grenade à l'époque mauresque.
